

En finir avec l'illusion de la croissance

Harvey Mead

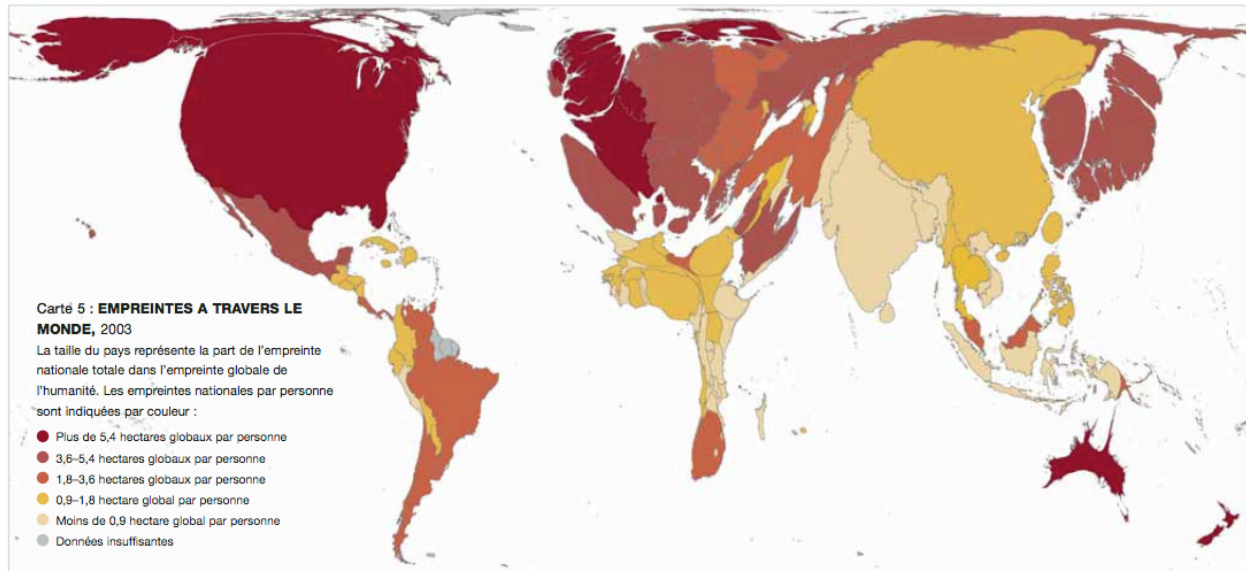
Analyste de questions touchant l'environnement et le développement

Depuis la Révolution tranquille, la population du Québec a presque doublé ; plus important, son niveau de vie a augmenté considérablement. La combinaison de ces deux phénomènes, que nous mettons régulièrement en relation avec le développement économique, nous laisse aujourd'hui avec d'immenses défis.

La carte du globe mettant en relief l'impact des pays en fonction de leur empreinte écologique se passe presque de commentaire. Par contre, elle aide à placer les défis québécois dans leur contexte mondial. L'humanité a dépassé il y a 25 ans la capacité de support de la planète : nous sommes entrés dans une ère où nous dépensons notre capital naturel pour alimenter ce qu'on appelle le « développement ». Nous avons participé à créer une inégalité criante entre le Nord, obèse, et le Sud, rachitique.

Figure 1

Une planète dominée par les « obèses »



Source : World Wildlife Foundation (WWF), *Rapport Planète vivante 2008*. En ligne :

www.wwf.fr/pdf/LPR_2008_FR.pdf

La taille des pays est transformée en fonction de l'impact de leur consommation – techniquement, de leur empreinte écologique.

Cinquante ans de « développement » dans les pays riches (et pauvres)

Depuis la Révolution tranquille, des organismes ont milité pour établir et maintenir une société égalitaire fondée sur le vivre-ensemble. Leur effort n'a jamais eu de limite: ils cherchent toujours à améliorer la situation. Dans le même temps, des écologistes ont cherché à freiner les excès et à mettre de l'ordre dans les orientations gouvernementales et sociétales. Sans succès.

Pendant ce temps, un autre processus, celui-là économique, était en cours. Le « développement économique » nous laisse aujourd'hui devant des crises dont les défis de gestion vont marquer les prochaines décennies. Ceux-ci s'imposent déjà à nous. En effet, la crise financière et économique de 2007-2009 ne semble pour l'heure pas du tout terminée, la fin de la récession – et des inégalités – n'existant pour l'instant que dans les formalités théoriques des économistes comptables.

Le fait que les Québécoises aient décidé, plus ou moins consciemment, de ralentir la croissance de la population est un important acquis écologique. Mais des inégalités entre les générations apparaissent déjà, les jeunes étant obligés de s'adapter à une vie bien différente de celle qu'ont connue les baby-boomers. Le vieillissement de la population, qui va devenir une contrainte incontournable, pourrait cependant se transformer en occasion de modifier notre mode de vie. Mais pour cela, il nous faudra des balises.

Un indice révélateur

Notre activité économique, mesurée par le PIB, centrée sur la production et la consommation de biens et de services, ne tient pas compte d'une contrainte importante : nous vivons sur une planète dont les ressources et la capacité de soutien sont limitées, et l'absence d'une prise en compte des externalités environnementales (surtout) fait que les bilans qu'on nous en présente sont grossièrement incomplets. En fait, le PIB n'est pas conçu pour dresser des bilans, mais les milieux économiques et décisionnels l'utilisent ainsi.

L'Indice de progrès véritable (IPV) québécois¹ fournit quelques éléments de compréhension, quelques pistes pour comprendre et corriger les orientations actuelles de notre société de consommation. L'IPV met en relation notre recherche de bien-être et ses bases sociales et environnementales, lieux d'impacts importants. L'IPV détermine ces impacts, des « externalités »

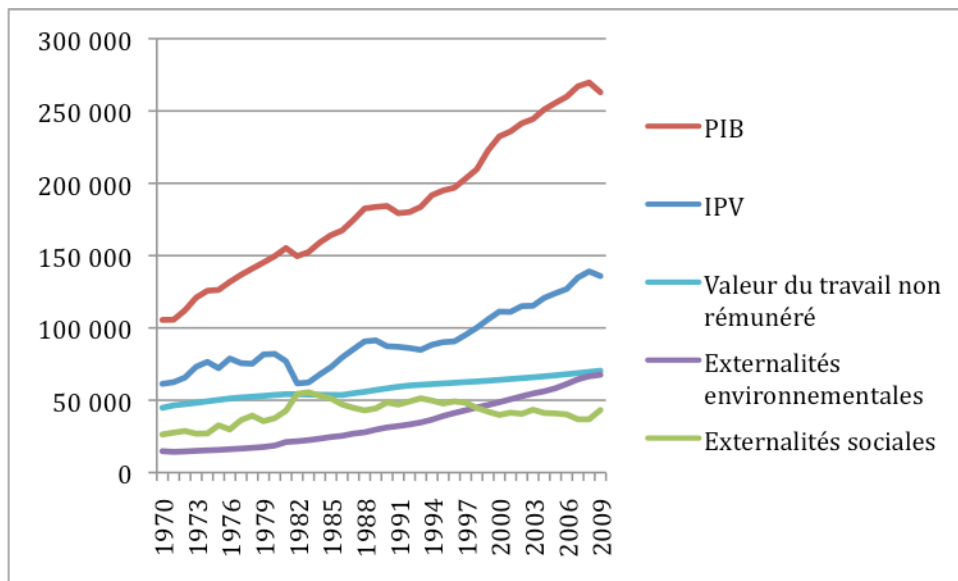
du développement plus ou moins bien connues, et en établit leur coût économique. Son calcul débute en prenant la partie « consommation » du PIB, qui représente plus de 60 % de celui-ci, l'hypothèse de départ étant que cette consommation équivaut à un certain bien-être. Par la suite, il déduit le coût des externalités (neuf environnementales et trois sociales), en le soustrayant, et complète le tout par l'ajout de la contribution du travail domestique, non rémunéré. Aucun de ces éléments n'est pris en compte par le PIB, qui ne calcule que l'« l'activité économique », rémunérée, sans égard à ses impacts.

En 2008, on constate que le coût des externalités environnementales et sociales du « progrès » correspond à environ 80 % de notre consommation : le chômage est devenu structurellement incontournable en tant que facteur de « développement économique » tandis que les changements climatiques ajouteront à l'instabilité sociale en même temps qu'ils perturberont les écosystèmes. En contrepartie, la population est mieux éduquée et en meilleure santé et elle contribue massivement, par le travail domestique et le bénévolat, à la vie communautaire. En termes monétaires, ces éléments fournissent un contrepois qui équivaut à environ la moitié des coûts du « développement ».

L'IPV du Québec évolue, à peu de choses près, selon la même courbe que celle de son PIB ; les deux progressent de façon importante mais, sur une base en termes matériels et monétaires diminuée de moitié pour l'IPV, comme le montre le graphique 1. La différence entre les deux représente le coût des externalités environnementales et sociales, qui se trouve « compensé » en partie par la valeur à nos activités « non économiques ».

Graphique 1

Le PIB et l'IPV de 1970-2008ⁱⁱ en millions de dollars constants de 2002



La « contribution » des changements climatiques et du chômage à ces externalités est majeure, tout comme l'apport du travail domestique et du bénévolat à notre bien-être, à un point tel que le bilan des aspects sociaux de notre développement a été positif pendant toute la période considérée. Le coût des externalités environnementales, en contrepartie, commence à dépasser la valeur du travail non rémunéré et, dans l'ensemble, cela va contribuer à creuser l'IPV et à en arrêter la tendance haussière.

Plusieurs autres constats s'imposent à la lecture du graphique : durant la période 1970-2008, le PIB a progressé beaucoup plus rapidement (+ 156 %) que le progrès réel, indiqué par l'IPV (+ 118 %). Ce dernier indice nous montre que la croissance économique des dernières décennies a été - et reste - une illusionⁱⁱⁱ.

La richesse est devenue aujourd'hui synonyme de surconsommation, sans lien avec les objectifs plus fondamentaux de la vie en société. Nous visons la redistribution d'une « richesse » dont nous

oublions le sens et dont nous ne comprenons pas qu'elle est un leurre. Notre progrès depuis le début de la Révolution tranquille est bien plus limité que ce que nous imaginons. Nous suivons « l'état de la planète » et « l'environnement » comme s'il s'agissait d'informations qui concernent surtout les Martiens ; nous continuons à prendre nos décisions en matière de développement économique sans prendre en compte leur impact sur le monde réel – cet impact, les économistes et les décideurs ne s'y intéressent qu'après coup.

Ces informations sont pourtant devenues aujourd'hui une source de remise en question de notre civilisation elle-même. Il n'est presque pas besoin d'en résumer les enjeux : crise de l'eau, de l'alimentation, de la démographie (croissance et maintenant vieillissement de la population), de l'énergie, de la biodiversité, des changements climatiques... Le problème, c'est que l'évaluation de ces crises n'est jamais reliée à l'évaluation de la situation économique – et à notre processus de prise de décisions.

Nous sommes dans une situation semblable à celle d'un village minier dont le gisement qui a fait sa richesse arrive en fin d'exploitation. La production est de plus en plus difficile à générer et coûte de plus en plus cher. Pour ne parler que de cela, nous n'avons pas investi les bénéfices provenant des énergies non renouvelables, la clé de notre civilisation depuis des décennies, pour préparer un avenir qui devra composer sans elles^{iv}. Bien que des substituts semblent exister, ceux-ci ne permettront d'aucune façon de générer des bénéfices à la hauteur de ceux que nous avons connus.

Le problème démographique

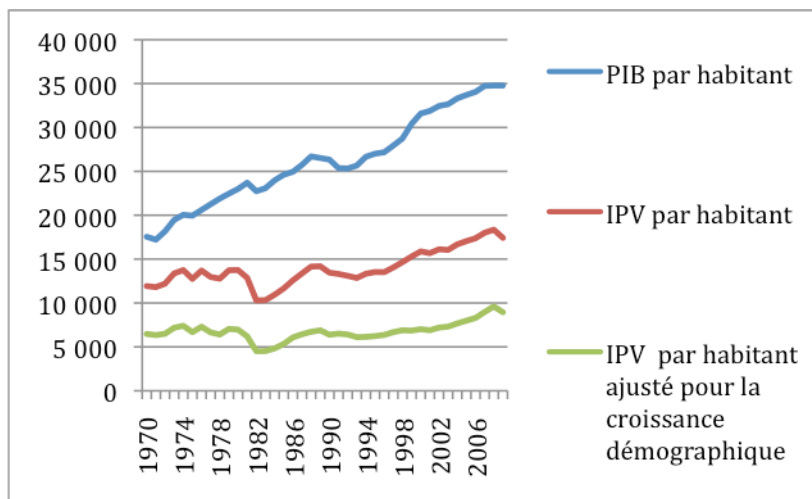
Autre clé de ce mal développement, notre croissance démographique : la population du Québec aujourd'hui est deux fois plus importante qu'il y a un demi-siècle et elle veut maintenir la société de consommation à laquelle elle est habituée. L'amélioration de notre bien-être matériel s'est

faite en puisant dans les réserves de notre capital naturel. Alors que cette croissance démographique et de la consommation a contribué de façon importante à la croissance économique - plus de consommateurs consommant plus de biens et un PIB donc en hausse -, elle constitue une contrainte dans tout effort de redressement de la situation actuelle : la stabilisation de la population, tout comme son vieillissement, fera ralentir la croissance. Il faudra donc composer avec une approche nouvelle.^v

Une façon de mieux comprendre cet enjeu est de l'aborder en fonction de son impact par habitant, selon une approche couramment utilisée par les économistes. Il s'agit de distinguer entre une production quantitative brute, sans relation avec des éléments sociétaux, et une production répartie sur tous les membres de la société. Le graphique 2 représente deux évaluations de la situation en fonction de l'IPV et « corrige » l'illusion du graphique 1 (et même de l'IPV pris comme une somme, suivant l'approche du PIB).

Graphique 2

PIB et IPV par habitant et IPV par habitant ajusté aux enjeux de la croissance démographique, 1970-2009, en millions de dollars constants de 2002

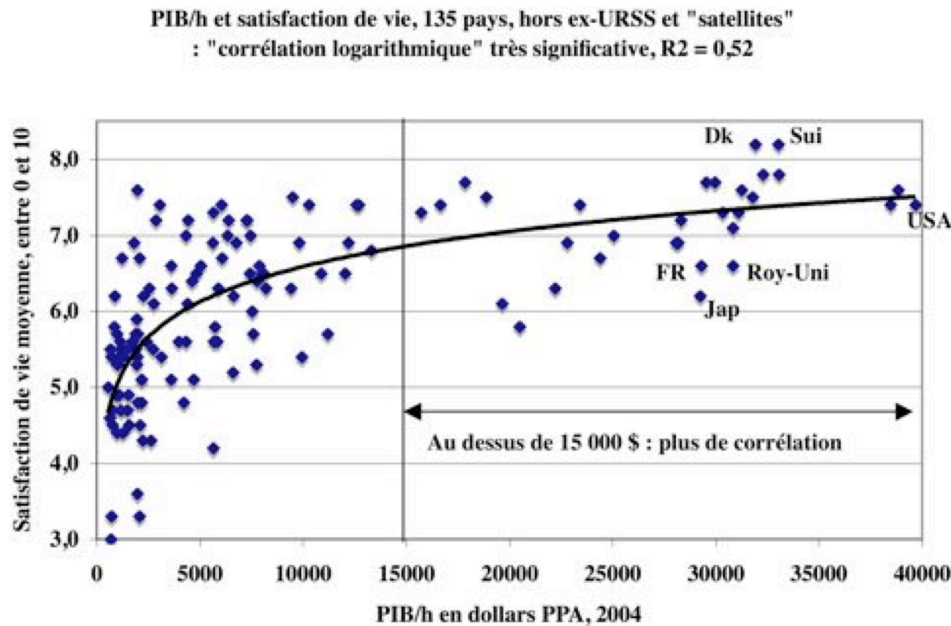


La progression de l'IPV par habitant est resté très limitée, et la récente récession introduit une nouvelle diminution de sa valeur, car la courbe tient compte des coûts du chômage. La progression de l'IPV par habitant ajusté à la croissance de la population est encore plus limitée. Le PIB par habitant a progressé de 98 % sur presque 40 ans,^{vi} alors que l'IPV a progressé de seulement 27 % et cela, à un niveau bien inférieur en termes monétaires (et de consommation possible). Un IPV qui évalue le développement en soustrayant l'impact de la croissance démographique suggère un progrès de peut-être 38 % et, là encore, la courbe se situe à un niveau bien inférieur à celui des deux autres. C'est à peine si l'on peut parler de progression.

Les données fournies par l'IPV et l'IPV ajusté sont presque impossibles à concevoir, tellement les valeurs indiquées sont faibles – nous sommes tellement habitués à suivre notre développement en fonction du PIB, sans donc utiliser des données adéquates. Les revenus liés à la croissance ne prennent du sens qu'au regard d'une illusion : celle de considérer le PIB comme étant un indicateur du progrès. L'économiste français Jean Gadrey présente d'ailleurs toute une série de corrélations (en fait, de manques de corrélations) entre le PIB et plusieurs des composantes de l'IPV dans son livre publié à la fin de 2010^{vii}. Le graphique 3 suffit pour communiquer le résultat.

Graphique 3

Corrélation entre le PIB et le degré de satisfaction individuel, 2004



À partir d'un revenu par habitant d'environ 15 000 \$ en 2004, il n'y a plus de corrélation entre le PIB et le bien-être tel que ressenti par les populations. Le manque de corrélation s'applique également entre le PIB et l'espérance de vie (à partir de 18 000 \$), la scolarisation (à partir de 12 000 \$) et la cohésion sociale (à partir de 12 000 \$), parmi d'autres indicateurs.

L'illusion du plein-emploi

Une des clés de notre démarche est la reconnaissance du fait que le chômage est inhérent au développement économique tel que nous le concevons. Il est temps de réaliser poursuivre la croissance pour régler le problème du chômage fait partie de l'illusion. L'emploi fournit non seulement des revenus, mais également une insertion dans la communauté. La valeur du travail

non rémunéré fournit une piste de réflexion pour une alternative ; nous ne pouvons continuer dans cette fuite en avant matérialisée par des hausses de production – et une augmentation de notre empreinte écologique – afin de créer de nouveaux emplois. Le vieillissement, qui réduira le bassin de travailleurs potentiels – élément important de la croissance, selon les économistes – brosse un portrait sombre du contexte social dans lequel s'impose la réflexion sur le chômage (et sur la productivité). Il est temps de considérer une réduction du temps de travail et une redistribution du travail encore envisageable, cela dans une perspective de réduction de la consommation – consommation qui alimente depuis maintenant trop longtemps l'illusion de la croissance et du progrès. La croissance nous a mené dans un cul-de-sac et, pour en sortir, il nous faut réviser notre relation avec la nature et avec le travail.

Équité et égalité

Ayant mis l'accent sur le développement économique détachée de ses liens avec la société, nous avons d'une part progressivement oublié l'intégration de l'ensemble de la population dans la société et, d'autre part, nous avons perdu contact avec la nature, pourtant présente dans nos vies quotidiennes jusqu'aux débuts de la mécanisation du travail, du moins dans les pays riches. Ces deux pôles du développement, ses fondements dans l'environnement, qui fournit les ressources, le cadre de vie et la poubelle pour nos déchets, et ses objectifs dans la société qui se veut humaine, égalitaire et en paix, doivent être repris en main.

Ces pôles sont en effet indissociables. Nous apprenons que la perte de contact avec nos racines amène une mise en péril de notre mode de vie, et nous apprenons que l'oubli de l'objectif social du développement amène la perte de contrôle des acteurs économiques de la société et le risque que leurs activités sans encadrement suffisant nous mettent également en péril.

Aujourd'hui, c'est la survie de notre civilisation qui est en jeu. Les objectifs de certains groupes sociaux et des groupes écologistes, qui durant des décennies ont mené des combats parallèles, se rejoignent de façon inéluctable devant l'échec de leurs efforts et l'obligation de faire face aux crises structurelles qui s'annoncent.

Équité intergénérationnelle

Dans nos discours sur le développement, nous nous référons régulièrement à l'une des recommandations de la Commission mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement (commission Brundtland) des années 1980 : nous devons penser aux générations futures dans notre course au développement. Non seulement nous ne l'avons pas fait, mais nous avons agi avec une telle lenteur que nous sommes finalement, 25 ans plus tard, devenus ces « générations futures ». Il n'est plus question de poursuivre notre croissance en pensant que celle-ci va générer des retombées pour les générations qui vont nous suivre.

Nous voilà donc, sans que nous y soyons préparés, face au défi de l'épuisement du pétrole et de la flambée des prix qui l'accompagne, face à des crises écologiques à l'échelle planétaire et dont les changements climatiques annoncent la gravité, face enfin à des inégalités monstrueuses qui ne peuvent continuer.

Notre richesse a été obtenue par l'endettement, tant individuel que collectif, endettement que l'on a justifié en pensant créer les conditions d'une croissance économique illimitée, cela dans un monde *limité*. L'absurdité à laquelle cette pensée nous amène dans la poursuite du développement économique échappe toujours aux décideurs, qui poursuivent cette même et éternelle quête de croissance. Mais il importe de changer, à défaut de quoi nous nous verrons imposer les changements que les crises auxquelles nous faisons face exigent.

Par comparaison à d'autres sociétés riches (dont notre voisin du Sud), le niveau des inégalités au Québec est moindre. Celles-ci ont augmenté depuis une trentaine d'années, et le moment est venu de soutenir l'effort des économistes hétérodoxes^{viii}, mais à un tout autre niveau. Ceux-ci insistent sur l'idée que de meilleures orientations existent mais maintiennent l'idée que leur mise en œuvre ne nous oblige pas à sacrifier la croissance acquise dans les dernières décennies. Il nous faut élaborer des stratégies d'adaptation qui rejettent l'illusion de marchés capables de gérer nos défis et nos problèmes en misant sur la croissance. Il nous faut ce faisant intégrer les énormes défis imposés par la dégradation des écosystèmes planétaires et celle de notre propre territoire, dégradation qui a alimenté notre développement depuis des décennies. Nous devons trouver le moyen d'adapter notre mode de vie à une consommation beaucoup moins importante d'énergie et de biens et continuer nos efforts en vue de réduire les inégalités chez nous tout comme ailleurs, où nous en sommes souvent responsables.

Notes

ⁱ Voir *Quand l'économie dépasse l'écologie : une société à risque* (à paraître). L'auteur présente dans le détail l'ensemble des enjeux et des calculs de l'IPV.

ⁱⁱ L'élaboration de l'IPV pour toute la période 1970-2008 a nécessité le calcul du PIB pour la période 1970-1980. Étonnamment, ni Statistique Canada ni l'Institut de la statistique du Québec ne possèdent les données nécessaires au calcul de cet indicateur phare de l'économie pour la période d'avant 1981.

ⁱⁱⁱ Le Commissaire au développement durable a publié son calcul de l'empreinte écologique du Québec dans son premier rapport, en décembre 2007. Il conclut : « Si toute la population humaine vivait comme les Québécois, il faudrait trois planètes pour la soutenir. » Voir à cet effet : *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2007-2008. Tome II : Rapport du Commissaire au développement durable. Annexe : Empreinte écologique du Québec*. En ligne : www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2007-2008-T2/fr_Rapport2007-2008-T2-Annexe.pdf.

^{iv} Ce n'est qu'un exemple et c'est sans mentionner explicitement notre dépendance à une surconsommation d'énergie, quelle que soit ses sources. Notre dépendance aux ressources non renouvelables se bute à de nombreuses problématiques nouvelles. Par exemple, les gisements de plusieurs minéraux fondamentaux dans les technologies contemporaines sont limités, souvent d'accès difficile ou entre les mains d'acteurs économiques comme la Chine qui ont d'autres intérêts que de les épuiser au profit de l'économie des pays riches. Voir Éric Desrosiers, « Perspectives – Terres rares », *Le Devoir*, 25 octobre 2010.

^v Voir le document *Le Québec face à ses défis : une voie durable, pour rester maîtres de nos choix*, Gouvernement du Québec (février 2010) - <http://consultations.finances.gouv.qc.ca/media/pdf/le-quebec-face-a-ses-defis-fascicule-3.pdf> du Comité consultatif sur l'économie et les finances publiques, créé pour alimenter le débat sur les orientations du budget 2010-2011 du gouvernement du Québec. Il s'agit d'une analyse qui n'arrive pas à sortir du paradigme de la croissance, en dépit de la conclusion qui y conduit. Voir aussi la réplique des économistes hétérodoxes à ce document, « Pour une autre lecture des finances publiques », publié en mars 2010 par le collectif d'animation d'Économieautrement, à <http://www.economieautrement.org/spip.php?article96>. Eux non plus ne voit le besoin d'un nouveau paradigme.

^{vi} Notre calcul sur le PIB au-delà de 1984 est un estimé, l'ISQ ne l'ayant pas calculé.

^{vii} Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Paris, Alternatives économiques/Les petites mains, 2010. Voir aussi, pour le Canada, Éric Desrosiers, « Un miroir plus fidèle », *Le Devoir*, 3 décembre 2009.

^{viii} Collectif d'auteurs, « Pour une autre lecture des finances publiques », *Économieautrement.org*, 2 mars 2010. En ligne : www.economieautrement.org/spip.php?article96.